

Bruxelles, Belgique, 9 août (Infosplusgabon) - Les droits fonciers coutumiers et les droits des populations autochtones sont essentiels pour un développement et une paix durables, a réaffirmé mercredi, la Haute représentante de l'Union européenne, (UE), Federica Mogherini.

“Cette année, nous allons donner 6,9 millions d'euros à l'Arrangement pour le régime foncier et forestier qui met en exergue de manière spécifique les droits à la propriété foncière et à la sécurité des populations autochtones et des communautés locales”, a annoncé la Haute représentante dans un communiqué au nom de l'UE pour marquer la Journée internationale des populations autochtones.

Selon Mme Mogherini, cinq millions d'euros supplémentaires seront octroyés aux défenseurs des droits de l'homme et aux organisations œuvrant sur l'accaparement des terres, le changement climatique et les droits des populations autochtones.

“Nous allons poursuivre notre soutien aux populations autochtones pour leur permettre de conserver leurs cultures, leurs identités et leur mode de vie qui font partie de notre culture commune”, a-t-elle indiqué.

L'Arrangement international pour le régime foncier et forestier est la première et l'unique

institution de financement entièrement dédiée à appuyer les populations des efforts des communautés autochtone et des communautés locales pour préserver leurs droits sur leurs forêts et leurs terres.

“A l'occasion de la Journée internationale pour les populations autochtones, nous célébrons les contributions des populations autochtones pour la diversité et la richesse des civilisations et des cultures et en réalité de notre héritage commun. Elle constitue également une journée dans laquelle nous faisons le point sur les nombreuses réalisations sur la reconnaissance et la réalisation de leurs droits, identifions les actions que la Communauté internationale doit prendre pour une application universelle des droits de l'homme, sans discrimination.

“L'hostilité, la violence et les représailles sont de plus en plus utilisées contre les défenseurs des droits des populations autochtones et de l'environnement, y compris contre le Rapporteur spécial des Nations unies en matière de droits des populations autochtones, Victoria Tauli-Corpuz.

“Nous sommes choqués que le nombre de meurtres de tels défenseurs soit estimé à quatre par semaine à travers le monde. Les autorités dans les pays où de tels actes sont commis sont exhortées à intensifier leurs efforts afin de protéger les activistes et à veiller à ce que leurs auteurs soient traduits en justice”, a souligné l'officielle de l'EU.

Indiquant que l'augmentation dans la fréquence de l'accaparement des terres doit également

être réglée comme une urgence, elle a déclaré que chaque jour, quelque part dans le monde, des populations autochtones sont dépossédées de leurs terres, de leurs territoires et de leurs ressources héritées de leurs ancêtres.

“La reddition des comptes et la bonne gouvernance sont essentielles pour une gestion durable des terres, des ressources et de l'environnement et garantissent un accès équitable à la propriété foncière. C'est la raison pour laquelle l'Union européenne appuie les programmes et projets de gestion des terres dans 40 pays à travers le monde avec un budget total de 240 millions d'euros. Rien qu'en Colombie, les efforts ont favorisé l'attribution de titres de propriété collective de 280.000 hectares au profit des communautés autochtones”, a-t-elle ajouté.

FIN/INFOSPLUSGABON/AFG/ GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon